Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Les Entrepreneurs 84 : réussir la transmission de son entreprise ne s'improvise pas



Nouvelle dynamique avec le président de cette organisation patronale, Denis Duchêne qui, depuis son élection au Palais des Papes le 12 mars dernier, innove, part à la rencontre des élus, des institutions, des collectivités locales et s'ouvre à l'ensemble des écosystèmes de façon fédérée, unie, constructive et apaisée au service du territoire de Vaucluse.

Jeudi dernier, avec l'Association CRA (Cédants et Repreneurs d'Affaires) et deux cabinets, un d'avocats

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

en droit des affaires et l'autre d'experts comptables, a été balayé le spectre des 9 questions à se poser pour réussir la transmission de son entreprise.

Pourquoi la préparer ? Quel délai moyen pour vendre ? Quelle est la valeur de ma société ? Comment trouver un bon repreneur ? Quelle forme juridique ? Quelle fiscalité lors de la cession ? Comment assurer la confidentialité ?

Selon les spécialistes présents, une transmission ne s'improvise pas. Elle se prépare avec minutie longtemps à l'avance. L'idéal, c'est 5 ans, 3 ans sont recommandés, le minimum est de 18 mois. Anticiper, négocier, est un long process. Le patron est un homme-orchestre, apparemment indispensable mais il ne peut pas tout faire seul. Une entreprise, ce n'est pas qu'un savoir-faire avec une équipe compétente, c'est aussi de l'immobilier, dont la valeur s'ajoute aux actifs.

Savoir anticiper

Quand on a l'intention de se séparer de la société dont on a hérité ou qu'on a créée, il faut aussi sécuriser le personnel, éviter les départs des collaborteurs qui font sa richesse, faire l'état des lieux, du stock, le tri entre le matériel utile et celui qui est obsolète, mettre à jour le registre des assemblées générales, des PV. Se demander aussi de quoi on va vivre après, avec quels revenus, quand le téléphone ne sonne plus, que son statut social s'efface petit à petit.

L'important est de savoir s'entourer d'un avocat et d'un expert-comptable qui ont les compétences pour évaluer votre entreprise, les concurrents directs. Ils connaissent la fiscalité, ils vérifient que les résultats sont stables, évitent les chausse-trappes éventuelles lors des négociations, ils savent comment pondérer les ratios et dégager du cash.

Les questions à se poser

Etape importante : le choix du repreneur. Un client ? Un fournisseur ? Un concurrent ? Des amis, la famille, des salariés? Se demander s'ils en ont vraiment les moyens, s'ils peuvent bénéficier d'optimisation fiscale façon « Pacte Dutreil » qui permettait de transmettre à ses enfants avec une exonération de 75%. Mais depuis novembre dernier, un durcissement des règles a été voté pour éviter certains abus. Comme faire passer des oeuvres d'art et des yachts pour des actifs professionnels…

Autres questions à se poser. Le candidat-repreneur est-il assez préparé, motivé, fortuné pour investir? Va-t-il pérenniser le site, garder le personnel ou délocaliser? Selon certains conseillers « Il faut renifler l'acheteur, son profil, ses capacités, sa vision, son sens du management humain et du commerce. Une chose est sûre, en tout cas, il faut avant tout savoir s'il a les capacités d'apport financier et de remboursement des futurs emprunts, sinon c'est une perte de temps pour tous. Or, le temps c'est de l'argent.

Prochain rendez-vous des Entrepreneurs 84 (ex-CPME) : les Trophées des Entrepreneurs Positifs, le 1er octobre à L'autre Scène de Vedène.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

La CPME de Vaucluse tourne une page de son histoire



Président de la CPME de Vaucluse depuis près de 25 ans, Bernard Vergier vient de passer la main à son successeur Denis Duchêne. Un changement 'historique' à la tête de la première organisation patronale de Vaucluse.

Dans une salle des conclaves du palais des papes pleine à craquer, c'est la voix pleine d'émotion que Bernard Vergier a débuté son discours d'adieux à l'occasion de sa dernière assemblée générale en tant que président de la CPME de Vaucluse.
« J'adresse mes plus sincères remerciements aux adhérents du présent et du passé, à tous les mentors qui m'ont fait évoluer et qui m'ont mis sur la voix, malheureusement la plupart ne sont plus de ce monde, aux membres du conseil d'administration et du bureau d'hier et d'aujourd'hui ainsi qu'aux

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

collaborateurs. »
Il faut dire Bernard Vergier est tombé dans la marmite du syndicalisme patronale depuis longtemps. En effet, c'est dans les années 1980 qu'il commence à militer activement au sein de l'organisation dont il vient de céder la présidence en Vaucluse. A l'époque, la CPME Confédération des petites et moyennes entreprises) s'appelait encore la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises). Elle portait d'ailleurs encore ce nom-là quand il en prend la présidence en 2002. Depuis, avec plus de 800 adhérents aujourd'hui, il en fait inlassablement la première organisation patronale du Vaucluse et l'une des places fortes de la CPME dans l'Hexagone.



Alain Gargani, président de la CPME Sud, et Amir Reza-Tofighi, président national de la CPME. Crédit : Atelier B9

> « Il a construit l'une des plus belles CPME de France. »
>
> *Alain Gargani, président de la CPME Sud*

« Il a donné sa vie pour ce territoire », confie Alain Gargani, président de la CPME Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur venu spécialement rendre hommage à celui qu'il considère comme son ami. « Bernard est un

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

personnage incontournable du monde économique du Vaucluse, poursuit ce dernier. Par sa persévérance, son dynamisme et son intégrité, il a construit l'une des plus belles CPME de France. Notre organisation, qu'elle soit nationale, régionale ou locale, a grandi grâce à l'énergie qu'il a déployé. »

« Ces moments nous rappellent quelque chose d'essentiel, c'est que notre organisation tient d'abord grâce à l'engagement de femmes et d'hommes comme Bernard Vergier, insiste pour sa part Amir Reza-Tofighi, président national de la CPME venu spécialement pour l'occasion. Des chefs d'entreprise qui, après leur journée déjà bien remplie, trouvent encore l'énergie de défendre les autres entrepreneurs, de faire vivre un collectif, de porter la voix des entrepreneurs dans le débat public. Bénévolement, souvent discrètement, et toujours par conviction. C'est cela l'esprit de la CPME : un réseau vivant, un réseau enraciné dans les territoires, et un réseau qui s'inscrit dans le temps et qui sait transmettre. Bernard Vergier fait partie de ceux qui ont construit, patiemment, année après année, ce que la CPME est devenue aujourd'hui dans ce département. Une organisation respectée, enracinée, utile aux entrepreneurs du territoire. Merci Bernard ton engagement, pour ce que tu as construit et pour ce que tu transmets aujourd'hui. »

> « Notre organisation tient d'abord grâce à l'engagement de femmes et d'hommes comme Bernard Vergier. »
>
> *Amir Reza-Tofighi, président national de la CPME*

Et le président national de continuer : « Je veux également saluer Denis Duchêne, qui prend aujourd'hui la suite. Avec toi, c'est une nouvelle étape pour la CPME de Vaucluse. Avance avec ton énergie et ta vision, tout en sachant que l'expérience de ceux qui ont construit avant toi est toujours une richesse. Il est plus simple de bâtir l'avenir quand on a l'Histoire à ses côtés. »

« Je sais que nous pouvons compter sur Denis Duchêne », complète Alain Gargani. En s'adressant à Bernard Vergier, le président régional poursuit : « Ton successeur, que tu as accompagné depuis longtemps, sera à la hauteur du challenge. On reconnaît d'ailleurs les grands hommes au talent qu'ils ont déployé durant leurs actions, mais surtout au talent qu'ils ont pour assurer leur transmission dans l'intérêt général de leur organisation. »

> Qui est Denis Duchêne, le nouveau président de la CPME de Vaucluse ?

> « Travailler en équipe, ce n'est pas penser pareil, c'est avancer ensemble. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Denis Duchêne, nouveau président de la CPME de Vaucluse

« Etre élu président de la CPME de Vaucluse est un moment fort pour moi, un moment de vérité, mais aussi un moment qui engage, annonce avec solennité Denis Duchêne suite à son élection à l'unanimité par le nouveau conseil d'administration (voir ci-dessous : Renouvellement du bureau).
S'adressant directement à son prédécesseur, il déclare : « Bernard, tu peux être fier du chemin parcouru. Sous ta présidence, la CPME de Vaucluse est devenue l'une des plus importantes de notre pays. Une organisation respectée, structurée, crédible et écoutée. Tu t'es engagé pendant plus de 55 ans pour défendre les intérêts des entrepreneurs auprès des décideurs. L'énergie que tu as déployée t'as permis de faire rayonner cette belle confédération. Tu as su fédérer, rassembler, professionnaliser, donner une identité forte à notre confédération. Ce que tu as construit est solide. C'est sur ces bases que nous voulons poursuivre et amplifier notre action. »



Renouvellement du bureau
Si Denis Duchêne a été élu à l'unanimité pour un mandat de 3 ans, cette assemblée générale de la CMPE 84 a été aussi l'occasion de renouveler le bureau de l'organisation patronale vauclusienne :
– Président : Denis Duchêne
– Vice-Président Artisanat : Julie Fliti
– Vice-Présidente Industrie : Mélanie Marques

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

– Vice-Président Services : Stéphane Gandon
– Vice-Président Commerce : Raphaël Laborie
– Trésorier : Paul Campbell
– Trésorière adjointe : Marie Beaurain
– Secrétaire : Hervé Belmontet
– Secrétaire Adjoint : Michel de Saint Auban
Crédit : Atelier B9

« Le nouveau Conseil d'administration aura un rôle essentiel : définir les orientations, veiller à leur mise en œuvre et garantir la cohérence de notre engagement collectif, enchaîne le nouveau président. Dès demain, nous allons travailler ensemble avec la plus grande rigueur dans un esprit d'exigence partagée et de bienveillance. Travailler en équipe, ce n'est pas penser pareil, c'est avancer ensemble.

> « La CPME doit aller vers les chefs d'entreprise, pas l'inverse. »

Denis Duchêne souhaite donc poursuivre la dynamique engagée par le président sortant axée sur le service aux adhérents mais également moderniser l'organisation en l'ouvrant sur l'ensemble des écosystèmes économiques et institutionnels du département. Pour cela, il ambitionne de déployer une action sur l'entièreté des bassins économiques vauclusiens et apportant un service toujours plus proche et réactif pour les adhérents.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Denis Duchêne : CV express
A 41 ans, Denis Duchêne est déjà doté d'une solide expérience de dirigeant d'entreprises. Il fonde, seul, AMD Energie en 2005, à Entraigues-sur-la-Sorgue, spécialisée dans la plomberie et le génie climatique pour céder la structure et ses 40 collaborateurs en 2019. En 2020, il rachète l'Hostellerie du Château des Fines Roches à Châteauneuf-du-Pape qui deviendra un lieu emblématique de l'hôtellerie-restauration prémium, des séminaires et des évènements festifs du département, puis en 2025, il acquiert la brasserie La Mule du Pape sur la même commune.

« Aujourd'hui, nous traversons une période économique difficile, instable et incertaine, constate Denis Duchêne. Nos entreprises subissent des changements réglementaires incessants, une pression fiscale et sociale forte, un climat politique mouvant et une visibilité réduite sur le terrain. Et pourtant, ce sont toujours les mêmes qui tiennent, les TPE et les PME. Ces dernières créent l'essentiel de la valeur ajoutée, elles investissent, elles forment, elles maintiennent la vie économique locale. La CPME 84 est là pour elles » explique-t-il en présentant les principaux axes de sa feuille de route dont une plus grande présence sur le terrain : « La CPME doit aller vers les chefs d'entreprise, pas l'inverse. »

D'ici 3 ans, Denis Duchêne espère atteindre 1 200 adhérents.« Pas par opportunisme, pas par effet d'annonce, mais grâce à une structuration solide, une présence permanente sur le terrain et une utilité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

concrète pour chaque entreprise. Une croissance forte et structurée qui ne se fera pas au détriment d'un accompagnement rigoureux. »
« Ce que je veux, c'est créer une dynamique, conclut-il. Je suis pleinement conscient de la portée et des exigences de la responsabilité qui m'est confiée. Je veux rester un homme accessible et disponible. Suivez-moi dans ce magnifique projet car rien ne se construit seul. »

Election à la CCI : des dossiers à épurer
Evoquant les prochaines élections à la CCI de Vaucluse prévues pour juillet prochain suite à sa mise sous tutelle il y a quelques semaines, Bernard Vergier regrette le délais très court pour déposer une liste alors qu'il ne reste que 12 à 14 mois de mandature.
« Cela ne nous semble pas réaliste tenant compte du désordre et des dossiers très délicats à épurer à ce jour, insiste-t-il. Il semblerait plus cohérent de garder ce temps et notre énergie pour le futur. »
L'ancien président de la CPME poursuit cependant : « la CPME 84 souhaite depuis de nombreuses années une CCI constituée d'élus, travaillant dans l'intérêt général au service des entreprises vauclusiennes comme nous le faisons dans notre confédération. C'est pour cela que nous prendrons notre décision prochainement de créer, ou pas, une liste en s'associant, ou pas, à d'autres organisations patronales. »
Même son de cloche pour Denis Duchêne, le nouveau président de la CPME : « Le délai imposé est particulièrement resserré pour préparer correctement un scrutin intermédiaire en vue d'une mandature restante d'environ 14 mois. Il nous appartient désormais de prendre du recul, de mener une réflexion approfondie et de déterminer en temps voulu si nous souhaitons ou pas nous positionner en faveur d'une éventuelle candidature. Quoi qu'il en soit, nous formons tous le vœu que cette élection prévue début juillet permette à la CCI de Vaucluse de retrouver la stabilité nécessaire à son bon fonctionnement au service de l'ensemble des entreprises du territoire. »

> « N'oubliez pas le monde économique. »
>
> *Bernard Vergier*

« Grâce à vous tous, j'ai pu apprendre, grandir, évoluer et m'enrichir de vos savoirs, rappelle pour sa part Bernard Vergier avant de passer définitivement la main à son successeur. Oui chers adhérents, chers amis, je resterai jusqu'à la fin de ma vie, admiratif de votre capacité à vous relever, à vous adapter face à une règlementation toujours plus lourde et une fiscalité toujours plus instable. Des hommes et femmes remplis d'audace, qui ont décidé un jour d'entreprendre, de prendre tous les risques pour faire fonctionner leurs entreprises, recruter, investir et avec toutes les tempêtes que nous avons traversées. »

Municipales : appel aux futurs maires de Vaucluse
Lors de l'AG de la CPME 84, Bernard Vergier, le président sortant a souhaité sensibiliser les candidats aux élections municipales et les futurs conseils communautaires sur la nécessité de « de prioriser les sujets en lien avec l'entreprise, l'emploi et l'attractivité du territoire. C'est un moment stratégique car ce

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

sont des décideurs économiques locaux pesant sur l'urbanisme, la fiscalité, la commande publique, mais aussi sur les mobilités, la sécurité et les règlementations locales. Ne l'oublions pas… Nous voulons sensibiliser nos adhérents chefs d'entreprise pour qu'ils aillent voter et ne fassent pas d'erreur dans leur choix définitif.

« Je suis honoré de la confiance que vous m'avez accordé durant toutes ces années et depuis 2002 à la présidence de notre CPME départementale, répète-til. Et avant de passer le flambeau dignement, avec le sentiment du devoir accompli, je souhaite adresser un message à l'ensemble de la classe politique d'aujourd'hui et du futur : placez durablement l'entreprise au cœur de votre action ! N'oubliez pas le monde économique, les TPE, les PME, les artisans, les commerçants. Sans entreprise, pas d'emploi, pas d'investissement, pas d'impôt, pas d'Etat fort tout simplement ! »

Laurent Garcia



« La CPME 84, ce sont aussi des femmes et des hommes qui travaille dans l'ombre et sans qui rien ne fonctionne », assure Denis Duchêne, le nouveau président. Notamment, Olivier Pieri, l'infatigable secrétaire général de l'organisation patronale en Vaucluse. Crédit : Atelier B9

Activité : une année bien chargée et une 2e édition de 'Made in PME'

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Avec ce changement de présidence historique, on en oublierait presque que l'événement comprenait également une assemblée générale statutaire. Une AG où Hervé Belmontet, le secrétaire, a rappelé les nombreuses actions de la CPME 84 durant la période 2025-2026 : Les Trophées des entrepreneurs positifs où les Vaucluse s'est encore distingué après les succès de 2024, l'essor du pôle Femmes chefs d'entreprise, les rencontres réseau, les visites d'entreprises, le développement du pôle jeune, les rencontres thématiques, les cessions de formations juridiques, les formations prud'homales, la journée Carsat, les conventions avec de nombreux partenaires (France travail, Apec, Urssaf, Ordre des avocats du barreau Avignon, SG SMC, EDF, Groupama, Orange, groupe VYV- armonie Mutuelle, CPAM 84, Défense Mobilité, préfecture de vaucluse, gendarmerie nationale, police nationale, l'armée, GSC…)

Autre événement à venir : la 2e édition du salon Made in PME qui se tiendra les 8 et 9 avril prochain au parc Chanot à Marseille. « On a capitalisé et la prochaine édition sera encore mieux, annonce Alain Gargani, président de la CPME Sud. On se sera là pour faire du business. Il y aura 200 stands, des rencontres avec des chefs d'entreprise, 2 speed business en B2B… Il y aura aussi les principaux acheteurs de Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que tous les acheteurs des prochain JO d'hiver dans notre région. Quatre ministres seront également là. »



Crédit : Atelier B9

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

CPME 84 : « Sans entreprises privées, pas de recettes fiscales »



Appelant à davantage de stabilité et de simplification, la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) de Vaucluse profite de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée pour demander à ce que l'on encourage ceux qui font tourner l'économie. Avec en point de mire, les prochaines élections municipales où la confédération patronal présidée par Bernard Vergier entend bien porter la voix des entrepreneurs vauclusiens dans les principales villes du département.

« Nous traversons une période difficile et incertaine, observe avec inquiétude Bernard Vergier, président de la CPME de Vaucluse. Notre économie est particulièrement en souffrance et paye aujourd'hui les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

conséquences de plusieurs années de tumulte. L'instabilité politique qui s'installe vient accentuer ces épreuves. »
Pour le président de la première organisation patronale du département et ses 900 adhérents directs, la priorité est de « retrouver rapidement de la stabilité et de la visibilité pour que nos entreprises puissent faire face à l'inquiétude grandissante de nos chefs d'entreprise, à des carnets de commande en baisse, aux investissements suspendus, aux défaillances d'entreprise en hausse ainsi qu'au dérapage incontrôlé des finances publiques. »
Un constat sans appel pour celui qui veut redonner envie aux Français de travailler plus : « il nous faut encore plus de productivité, il est impératif que nous encouragions ceux qui font tourner notre économie. »

Urgence à traiter de nombreux dossiers
Pour cela, la CPME 84 estime que les sujets à traiter sont nombreux : loi de finance prévoyant une fiscalité pour les entreprises stable et compétitive, politique durable d'aide à l'apprentissage, aide à l'embauche incitative pour les entreprises, éclaircissement pérenne du dispositif 'Ma prime renov' pour le secteur du bâtiment, stabilité dans les modalités de la certification Qualiopi (9 versions en 3 ans) dans le cadre de la formation professionnelle, cohérence de la réforme des règlementations thermiques très contraignantes pour les petits propriétaires, amélioration rapide du guichet unique piloté par l'INPI, véritable réforme de l'assurance chômage et une incitation plus forte à la reprise d'activité afin de lutter contre le chômage de complaisance, simplification administrative et fiscale…

Nos décideurs politiques ont donc du pain sur la planche, car pour la Confédération des petites et moyennes entreprises, les dossiers urgents ne manquent pas. « Nos PME sont de véritables moteurs de croissance et d'emploi, ne n'oublions pas », insiste Bernard Vergier.

Petit-déjeuner sur la réforme de la facture électronique
Chaque année, la CPME 84 propose près de 70 rendez-vous à ses adhérents. Dans ce cadre, la Confédération vauclusienne organise un nouveau petit-déjeuner sur le thème : 'La réforme de la facture électronique : une opportunité de compétitivité pour les entreprises'.
Une matinée sur les nouvelles modalités de la facture électronique qui doivent être en mise en place pour septembre 2026 animée par Valérie Schneider, directrice commerciale régionale – SG SMC Avignon, Laure Ousset, responsable du marché des professionnels – SG SMC Avignon, Vanessa Bisson, chef de marché au sein de la direction des marchés – SG et Roxane Guétal, directrice territoriale et expert-comptable chez Rydge Conseil (ex KPMG).
'La réforme de la facture électronique : une opportunité de compétitivité pour les entreprises'. Jeudi 9 ocotbre. De 8h30 à 10h30. Mercure Avignon-TGV. 2, rue Mère Térésa. Avignon. Inscription et renseignement : 04 90 14 90 90 ou contact@cpme84.org

Les CPME 84 entend faire entendre la voix des entrepreneurs lors des élections
Municipales, présidentielle, législatives, départementales, les élections vont se multiplier à partir de l'année prochaine. Dans cette optique, la CPME de Vaucluse entend plus que jamais porter la voix des entrepreneurs locaux, notamment celles de 8 000 entreprises vauclusiennes qu'elle fédère avec ses branches professionnelles) lors de ces différents scrutins. A commencer par celui des municipales de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

mars 2026 qui entrainera ensuite la mise en place des conseils communautaires « si importants pour le développement économique local ».

« Indépendamment de leurs sensibilités politiques, nos futurs élus doivent comprendre qu'il est impératif de positionner durablement les entreprises, en particulier nos TPE et PME, qui représentent dans notre département 99% des entreprises, ainsi que l'ensemble de notre économie au cœur des décisions. »

> « Je voudrais qu'Avignon redevienne une vraie locomotive économique. »
>
> *Bernard Vergier, président de la CPME 84*

L'occasion pour Bernard Vergier 'd'égratigner' le bilan de l'actuelle municipalité : « Notre chef-lieu doit retrouver un développement positif et s'attacher aux problématiques structurelles de propreté, de circulation et stationnement, de sécurité et d'attractivité des commerces. Je voudrais qu'Avignon redevienne une vraie locomotive économique afin de tirer tout le Vaucluse qui figure parmi les départements les plus pauvres de France. »

« Il faut nous écouter car nous sommes proches du terrain, poursuit le président de la CPME 84. Ce que nous voulons c'est le bon sens et la raison. Les élus doivent impérativement tenir compte des problématiques en tout genre de nos entrepreneurs sur le terrain. Car sans entreprises privées, pas de recettes fiscales, pas de création de richesses, pas d'investissement, pas de redistribution ni d'aides sociales et enfin pas de financement des infrastructures publiques. »

Habiter à Villeneuve mais voter à Avignon ?
Afin de peser encore davantage sur le prochain scrutin des municipales, la CPME 84 veut inciter les chefs d'entreprise et commerçants locaux à s'inscrire sur les listes électorales de la commune où se trouvent leur entreprise ou leur commerce. « On peut très bien habiter à Villeneuve-lès-Avignon ou Les Angles et voter sur Avignon », explique Bernard Vergier.
« Pour cela, il faut avoir au moins 2 ans d'ancienneté en temps que dirigeant ainsi qu'avoir son commerce installé dans la commune depuis 2 ans », complète Olivier Pieri, secrétaire général de la CPME 84 en s'appuyant sur l'article L11 du code électoral.

> « La solution c'est la LEO. »

Une allusion directe à la LEO (Liaison Est-Ouest), le contournement par le Sud de l'agglomération avignonnaise pour lequel la CPME de Vaucluse s'est particulièrement mobilisée : « Encore une fois, les tranches 2 et 3 de la Liaison Est-Ouest doivent être une priorité car il y a un vrai problème de pollution sur la rocade et ses habitants. C'est alarmant en termes de santé publique ! Il faut prendre des décisions. Mais vouloir faire passer les transporteurs par Noves ou à Orange comme c'est envisagé par certain, c'est déplacer le problème. Ne tuons pas cette profession. La solution c'est la LEO car en termes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

d'infrastructures nous avons 50 ans de retard. »
L'occasion pour Bernard Vergier d'appuyer ensuite sur les difficultés de déplacement et de mobilité dans l'agglomération de la cité des papes : « le plan de circulation au sein de la ville d'Avignon doit être revu et des solutions de stationnement efficaces mises en place pour sauver le commerce de proximité. »

Un constat partagé par Marie-Pierre Ghirardini, administratrice de la CPME 84 et directrice de l'Hôtel d'Europe depuis 2013 : « il y a ce problème de circulation. Il y a une vingtaine de restaurants du centre-ville en redressement alors que sur Villeneuve-lès-Avignon et Les Angles il y a plein de petits restaurants qui ont été créés et qui sont remplis. Les gens ne viennent plus car les gens car ils sont angoissés à l'idée d'y venir stationner. Ils ont peur de louper leur rendez-vous. L'intra-muros est vraiment pénalisé. C'est la même chose pour les artisans qui interviennent auprès des professionnels ou des particuliers, ils reçoivent une myriade de PV. »

Nouvelle édition des trophées des entrepreneurs positifs
La CPME 84 organise, en partenariat avec la CPME SUD, la sixième édition des trophées des entrepreneurs positifs. L'évènement se déroulera jeudi 2 octobre prochain à partir de 18h à la Factory Avignon au Pontet. Cette année, 39 dossiers de candidature ont été reçus afin de concourir dans les différentes catégories (Courage, Persévérance, Eco-responsabilité, Créativité, Solidarité et Bienveillance) afin de succéder aux précédents lauréats départementaux de l'édition 2024. Des lauréats qui s'étaient ensuite particulièrement distingués lors de la finale régionale à Gréoux-les-Bains en plaçant deux entreprises vauclusiennes parmi les six vainqueurs régionaux. Cette année, c'est à Marseille que la grande finale de la Région Sud se tiendra le 20 novembre prochain à Marseille.
Trophée des entrepreneurs positifs 2025. Jeudi 2 octobre. 18h. Factory Avignon. 107, allée de Virée Abeille. Le Pontet. Rencontre limitée aux 180 premières inscriptions sur contact@cpme84.org

> « Aujourd'hui, je vois des décisions allant souvent à l'encontre de notre vie quotidienne d'artisans-commerçants. »
>
> *Denis Duchêne, vice-président de la CPME 84*

De son côté, Denis Duchêne, propriétaire de l'Hostellerie du château des fines roches et vice-président de la CPME 84 regrette pour sa part « une relation entre les politiques et les syndicats représentatifs comme le nôtre qui n'existe pas alors que nous devrions pouvoir travailler ensemble. Aujourd'hui, je vois des décisions qui sont prises allant souvent à l'encontre de notre vie quotidienne d'artisans-commerçants. J'espère vraiment que cela s'améliorera. Pour cela, il faut une évolution à Avignon mais aussi autour, notamment le Grand Avignon. »
« Ce qui nous intéresse c'est l'économie vauclusienne, et son cœur c'est Avignon », martèle Bernard Vergier.

Dans cet optique, la CPME entend jouer pleinement son rôle d'aiguillon auprès des futurs maires de Vaucluse. La Confédération a ainsi déjà rencontré 3 candidats déclarés sur Avignon pour évoquer leur projet. Ensuite, comme en 2020, la CPME rassemblera en février prochain les principaux candidats des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

12 plus grandes villes de Vaucluse pour les soumettre à un questionnaire économique et social afin de se déterminer sur leur programme.
En attendant, malgré « le contexte compliqué, les chefs d'entreprise de notre organisation se démènent pour garder le cap, continuer à innover, investir et recruter » insiste Bernard Vergier.

Laurent Garcia

Formation juridique avec le cabinet Barthélémy
La CPME 84 propose une formation juridique animée par Maître Hélène Quilichini, avocate associée spécialisée en droit social au cabinet Barthélémy Avocats. Ce rendez-vous aura pour thème : 'Accident du travail, maladies professionnelles : reconnaissance et obligations du chef d'entreprise'.
L'occasion d'aborder des questions comme 'Que recouvrent les notions d'accident du travail, d'accident de trajet, de maladie professionnelle ?', 'Quelles sont les obligations à la charge de l'employeur, du salarié ?', 'Quels sont les moyens de contestations possibles ?', 'Quelles sont les conséquences directes et indirectes de la reconnaissance du caractère professionnel d'un accident ou d'une maladie pour l'employeur ?' ou bien encore 'Quelles sont les conséquences de la réalisation du risque professionnel ?'.
Formation juridique. Mardi 30 septembre. De 8h30 à 12h. Novotel Avignon-Nord. 135, avenue Louis Pasteur. Sorgues. Inscription et renseignement : 04 90 14 90 90 ou contact@cpme84.org

---

Le Medef & la CGT de Vaucluse : une vision commune pour le département ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



En partenariat avec nos confrères de La Marseillaise, rencontre entre Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse, et Roland Paul, nouveau président du Medef Vaucluse. L'occasion pour les deux leaders syndical et patronal locaux de confronter leur conception du monde du travail et de l'entreprise. Si les deux représentants sont plutôt éloignés sur les sujets nationaux, comme les retraites tout particulièrement, ils affichent en revanche une vraie vision commune sur les sujets vauclusiens comme la LEO, le foncier économique ou bien encore le logement.

Quel est votre vision et votre attachement à ce que l'on appelle le modèle social Français ?
Frédéric Laurent : « Nous sommes effectivement très attachés à ce modèle même si l'on constate qu'il est très fortement mis à mal depuis quelques années. Notamment en matière de protection sociale des salariés avec des inégalités qui se creusent dans un département parmi les plus pauvres de France. Une précarité qui touche tout particulièrement un salariat très féminisé ainsi que beaucoup de familles monoparentales féminines. Je pense en tout cas, que les Vauclusiens, comme les Français, sont très attachés à ce modèle social de solidarité, de partage, d'un système qui permet à tous de s'en sortir, de lever la tête. Mais malheureusement, on le voit, il est attaqué sur le chômage, les retraites, l'emploi ou bien encore les conditions de travail. »
Roland Paul : « De par mes fonctions à GSE, j'ai l'occasion de travailler régulièrement dans différents pays. Et quand l'on se compare avec ces derniers, c'est certain que nous avons un bon modèle social. Un modèle auquel nous restons tous très attachés, c'est une réalité. Mais au-delà de cela, quand on regarde autour de nous on voit aussi que ce n'est pas seulement ce modèle-là qui est attaqué, c'est aussi la démocratie dans son ensemble. Jusqu'à preuve du contraire cependant, nous n'avons pas mieux fait que la démocratie. »

L'une des questions récurrentes liées à ce modèle social est : comment le finance-t-on ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Frédéric Laurent : « Aujourd'hui, tous les éléments fondateurs de notre système social français, qui est envié dans le monde entier, font l'objet d'attaques multiples. On parle ici de la protection sociale ou de l'accès à la santé, mais il y a également la protection quand on perd un emploi. Donc la question essentielle, c'est la volonté d'agir sur le financement. Parce que l'on nous dit que cela coûte trop, mais regardons aussi comment mettre plus de recettes en face pour pallier ces dépenses. C'est pour cela qu'il faudrait aussi ponctionner là où il faut. Actuellement, le financement de la protection sociale repose sur la répartition, donc la cotisation que vous et nous, entreprises et salariés, mettons dans le pot commun pour la soutenir. Par contre, il y en a certains qui sont bien à l'abri. Pourquoi ne ponctionnerait-on pas les revenus colossaux du capital, comme on ponctionne un peu les salaires des deux parts, patronal et salarial ? Pourquoi, sur le régime des retraites, ne taxerait-on pas les entreprises qui refusent l'égalité homme-femme ? Cela rapporterait, je crois, 2,3 milliards d'euros par an. Il y a aussi tout un tas d'aspects sur certains éléments complémentaires au salaire qui ne contribuent pas au régime de l'éducation sociale. Les primes d'investissement, l'épargne salariale, l'épargne retraite… ne cotisent pas au même niveau que le salaire pur et simple. Pourquoi ne pas le faire rentrer ? Et puis, pourquoi pas augmenter un tout petit peu, 0,5% par exemple, la cotisation patronale. Cela créerait une dizaine de milliards par an. »

> « Il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »
>
> *Roland Paul, président du Medef 84*

Roland Paul : « Il y a des choses fondamentales à financer dans notre pays, comme l'éducation ou la santé. Ce ne sont pas des dépenses, ce sont des investissements. En revanche, nous avons déjà les taux de prélèvement et d'imposition les plus élevés d'Europe. Alors je veux bien qu'il y ait tous ces débats sur la TVA sociale, sur l'imposition des riches afin de faire rentrer encore plus d'argent, mais je pense qu'il y a aussi un tri à faire dans les dépenses y compris dans les aides aux entreprises. Quand on ponctionne de plus en plus, on prend le risque de mettre les gens et les entreprises à genoux. Ponctionner la richesse du capital, c'est aussi prendre le risque que les gens s'en aillent. Au final, je pense que, plutôt que d'aller ponctionner et aller prendre plus d'argent pour en distribuer encore plus, il vaut mieux orienter correctement et un peu moins dépenser. Par ailleurs, quoi qu'on en dise nous sommes aussi en concurrence avec les autres pays. Et il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Frédéric Laurent
Après avoir fait une formation d'infirmier psychiatrique à l'hôpital de Montfavet, Frédéric Laurent 'est tombé dans la marmite' du syndicalisme quelques années après. Celui qui est arrivé sur Avignon à l'âge de 3 ans, a ensuite occupé plusieurs fonctions départementales ou nationales au sein de la CGT, notamment dans le domaine la santé. Durant ce parcours, il a été secrétaire départemental de la CGT 84 durant 30 ans avant de prendre, il y a 3 ans, la responsabilité de secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse qui compte près de 7 000 adhérents dans le département. Une fonction qu'il va quitter d'ici une quinzaine de jours. « Je retourne dans mon hôpital, pour exercer le métier que j'aime en attendant la retraite. Le plus tôt possible, je l'espère », dit-il malicieusement avec un sourire pour le président du Medef 84 assis à ses côtés.

Justement, comment concilier tout cela ?
Roland Paul : « Pour le financement des retraites, c'est simple : il a y une équation à résoudre concernant notre système de répartition. Quand on regarde le nombre de gens qui payent et ceux qui en ont besoin, cela ne marche pas. C'est clair qu'on ne peut pas financer de cette manière-là. Il y a donc quelque chose à faire, mais il n'y a pas 36 solutions. Il y a seulement 3 ou 4 paramètres où l'on peut agir. C'est soit travailler plus ou ponctionner plus. Mais dans ce cas on va gagner moins alors que les salariés et les retraités ont déjà du mal à vivre avec ce qu'ils ont. Il faut donc réfléchir à un nouveau modèle. Je ne sais pas ce qui va sortir des discussions actuelles sur le sujet, mais nous vivons de plus en plus vieux et en meilleure santé. Nous pouvons donc travailler quelques années de plus. Bien évidemment, il y a des métiers ou cela n'est pas possible et il faut voir cela au cas par cas. Au final cependant, quoi que l'on fasse, quand le nombre de gens qui payent est trop petit par rapport au nombre de gens qui reçoivent, la répartition ne fonctionne plus. C'est mécanique. Donc pour financer tout cela, nous risquons de devoir arriver à une certaine dose de capitalisation. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Frédéric Laurent : « Pour notre part, nous sommes opposés à l'idée de la capitalisation et nous restons très attachés au principe de la répartition. Par contre, nous sommes d'accord sur l'idée d'aller chercher de l'argent ailleurs mais nous ne sommes pas forcément entendus par le Gouvernement. Aujourd'hui, 73% des citoyens sont encore opposés à cette réforme qu'ils jugent néfastes. Travailler jusqu'à 64 ans, on ne le veut pas. Sur la question du vieillissement : il y a vieillir davantage en bonne santé, et il y a aussi la dégradation que nous constatons depuis quelques années. L'accès à la santé est tel aujourd'hui que beaucoup de salariés renoncent à se soigner et vieillissent avec des pathologies qui n'existaient plus. Qui vieillissent avec des maladies professionnelles apparaissant parce qu'ils se soignent moins bien. On va plus chez le dentiste parce que déjà, pour trouver un rendez-vous, c'est catastrophique. On peut travailler plus mais dans qu'elles conditions ? »

A l'heure où la fidélisation des salariés et les difficultés de recrutement constituent un enjeu majeur pour les entreprises, ces conditions de travail sont déterminantes dans le cadre de la fidélisation de ce capital humain ?

Roland Paul : « Je pense profondément qu'une entreprise ne peut marcher que si ses salariés s'y sentent bien. Il y a des sociétés qui fonctionnent en prenant les gens pour des imbéciles, mais ce n'est pas durable. Je le dis souvent, pour qu'une boîte se porte bien, il faut avoir des clients et des salariés satisfaits. Qu'est-ce qui fait que les gens sont bien dans une entreprise ? Bien sûr, que nous allons tous travailler pour être payé. Si tu n'es pas payé correctement, cela ne marche pas. Ça fait partie de l'équation, mais ce n'est pas le seul élément. Il faut également donner des responsabilités aux salariés, leur faire confiance, les respecter et les reconnaître dans ce qu'ils font. Avoir des beaux locaux c'est bien aussi, mais c'est annexe. Chez GSE, nous avons notamment mis en place des accords de participation et d'intéressement. Cela veut dire que quand la boîte va bien, elle partage. Si à cela, on rajoute l'aspect fondamental du développement durable et de la vision sociétale, ton entreprise réunit toutes les bases de son développement. Autant d'éléments qui font que les gens restent un peu plus chez toi plutôt que de partir dans d'autres sociétés. A l'inverse, si on considère l'humain comme une variable d'ajustement, comme une machine, on se trompe complètement. Et au plus on ira dans cette direction, plus on fera fausse route. »

> « Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver. »
>
> *Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse*

Frédéric Laurent :« Je suis entièrement d'accord. D'abord, il y a la question salariale qui est essentielle. Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver, etc. Aujourd'hui, la hauteur des salaires dans beaucoup d'entreprises n'est pas suffisante pour pouvoir parer aux besoins fondamentaux. Oui, je pense que les salaires sont nettement insuffisants dans le pays et plus particulièrement en Vaucluse où l'on dénombre beaucoup de personnes en dessous du salaire médian. Ensuite, il y a la question des conditions de travail et du bien-être au travail. On le constate dans toutes les entreprises et les administrations où nous sommes implantés : quand les conditions de travail sont

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

mauvaises, quand il n'y a pas ce respect des salariés, il faut qu'il y ait cet échange, ce dialogue social à tous les échelons. Il y a quelques années, on avait des groupes de travail entre organisations syndicales, le Medef, la CPME… On arrivait à avancer, en évitant notamment les conflits. Peut-être qu'il n'y en a pas beaucoup dans votre entreprise, mais nous voyons une recrudescence de conflits dans beaucoup d'entreprises de tout type, des très grosses, des petites, des artisans… Cela est souvent lié au fait qu'il n'y a pas la volonté d'appliquer les conditions de travail : 'c'est bosse et tais-toi'. Alors que le respect du salarié, c'est la base des bases, comme le respect des patrons et des cadres. Pourquoi avons-nous des viviers d'entreprises où il y a autant de conflits qui partent aux prud'hommes ? Où il y a impossibilité de discuter. Est-ce parce qu'il n'y a pas de syndicats et de délégué syndical qui peuvent jouer ce rôle de tampon ? La citoyenneté au travail est un manque crucial dans notre pays. Salariés et employeurs ne sont pas les pires ennemis du monde même si nous sommes dans une société où l'on cherche plus à se quereller qu'à essayer de construire ensemble. Même si nous avons des exemples de répression syndicale dans quelques entreprises, nous devons favoriser le dialogue en construisant des passerelles afin d'éviter les conflits surtout dans toutes ces entreprises qui sont privées de représentants ou qui sont privées de volonté de dialogue de part et d'autre. »

Festival Off d'Avignon, quand la CGT spectacle met les pieds dans le plat

Cette détérioration de cette citoyenneté au travail c'est elle accentuée avec la crise sanitaire du Covid ?

Frédéric Laurent :« C'est clair qu'il y a eu un grand mouvement de bascule avec une prise de conscience de vouloir 'vivre autrement', de donner 'une chance' à sa vie. On l'a constaté dans la tête des salariés. Certains ont complètement changé de métier, parfois par dégoût, comme les professionnels des hôpitaux par exemple. On nous applaudissait tous les soirs, mais derrière cela a été une catastrophe. A l'inverse, dans les entreprises où on était bien, je pense qu'il y a eu un véritable attachement. L'adaptation au télétravail a été aussi un bon point pour les salariés et pour les entreprises qui en avaient besoin. Par contre, il est nécessaire que l'on réinstaure des liens au travail pour améliorer les conditions de travail. Tout ça, cela passera par le dialogue que nous essayons d'avoir ensemble. Car il est clair que les rapports sociaux au travail, c'est primordial. »

Roland Paul : « Effectivement, avec le confinement il y a les gens qui se sont aperçus qu'ils ne pouvaient plus être dans le métier dans lequel ils étaient avant. Ils sont allés dans d'autres secteurs d'activité et se sont aperçus que c'était mieux. Pour le télétravail, moi je l'ai pris avec précaution car chez GSE notre boulot on ne pouvait pas l'arrêter. En plus, je pensais que si le pays complet se mettait au chômage, à la fin on en crèverait car on ne peut tirer sur la bête indéfiniment. Sur le télétravail, je suis convaincu qu'une société c'est autre chose que plein de gens qui travaillent. C'est avant tout des personnes qui travaillent en commun sinon tu n'as pas de société. Nous, nous arrivons à faire projets car nos collaborateurs 'bossent' ensemble, ils confrontent les idées. Cela ne marche pas seul devant un écran car nous sommes des 'bêtes à sang chaud'. Nous avons besoin de nous sentir. Là où il y un problème,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

notamment de climat social, c'est quand les gens n'ont pas envie d'aller au travail. Quand ils y sont malheureux. Chez nous, en moyenne il y a 1 jour de télétravail autorisé. Nos salariés l'utilisent seulement à 40%. »



Roland Paul
Originaire de Beaumont-du-Ventoux, Roland Paul est le président de GSE. Après avoir travaillé quelques années à Lyon, puis à Nice, il a intégré il y 28 ans les équipes de GSE en tant qu'ingénieur de projet. « J'y ai fait à près tous les boulots » avant d'en devenir président il y a une dizaine d'années.
Côte syndicalisme, Roland Paul est le nouveau président du Medef 84 depuis quelques mois. « C'est un mandat de 3 ans que j'ai accepté pour participer au développement du Vaucluse et de son économie », explique celui qui a été aussi délégué syndical CFTC au sein de son entreprise et qui vient de recevoir l'Ordre national du mérite des mains de Bertrand Gaume, ancien préfet de Vaucluse.

On parle beaucoup de réindustrialisation de la France : comment voyez son développement en Vaucluse et avec quel foncier ?
Roland Paul : « Je peux en parler en toute connaissance de cause puisque c'est mon métier. Chez GSE, nous avons construit un certain nombre d'usines et je peux vous affirmer que ces projets voient le jour là où il y a du foncier et des terrains disponibles ainsi que là où tous les acteurs économiques locaux sont alignés : le maire, le président de la communauté de communes, le préfet, le patron de la Région, les services de l'Etat… Si tout le monde est là en disant 'on va construire ici', on peut aller assez vite même si nous sommes en France où cela est parfois un peu compliqué. Moi, j'ai connu un certain nombre de gens qui arrivaient dans le Vaucluse et qui voulaient s'installer. On n'a pas trouvé de terrain et ils sont repartis sans créer d'emplois pour les Vauclusiens. Je discute aussi avec des entreprises du département

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

qui veulent s'agrandir pour répondre à leurs besoins de développement. Ils ne peuvent pas non plus car il n'y a pas de place. Nous avons donc un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. Il est impératif d'y travailler, là aussi, avec tous les acteurs économiques à développer ce foncier économique. Tout cela, c'est pour créer de l'emploi et de la richesse pour les habitants de ce territoire. Dans cette optique, nous travaillons avec la CCI 84, le Département, la Région ou bien encore l'Etat sur ce sujet dans le cadre des assisses du foncier qui se tiendront le 19 juin prochain au campus de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse. On doit donner la priorité à la réindustrialisation. »

> « Nous avons un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. »
>
> *Roland Paul*

Frédéric Laurent : « Le foncier industriel est une problématique majeure dans le département. Surtout lorsque l'on constate que 10% de l'économie vauclusienne est générée par l'industrie, 52% par le secteur tertiaire et 30% par le commerce. Certes, cela est dû au positionnement de notre département, au carrefour de l'Italie, de l'Espagne et de la Vallée du Rhône, qui favorise l'implantation du commerce, des services et des plateformes logistiques. Oui, il y a besoin d'une réindustrialisation et il faut que tous acteurs locaux y participent. Pour cela, il faut débloquer du foncier pour pouvoir agrandir des entreprises ou en accueillir de nouvelles. Cela doit aussi passer par un nouvel aménagement du territoire, intégrant tout particulièrement la problématique des transports. Moi, je viens de Courthézon. C'est à seulement 21 km, mais ce matin j'ai encore mis 58 minutes pour venir travailler. Si j'habite à Courthézon et que je veux y travailler, je ne vois pas où je pourrais le faire. Pourquoi, n'y a-t-il pas d'entreprises dans certaines localités ? Parce qu'il n'y a pas de services publics à la hauteur, parce qu'il n'y a pas d'écoles qui répondent aux besoins. Parce que l'employeur, s'il implante une usine quelque part, il veut que ses salariés puissent avoir un hôpital pas trop loin, qu'ils puissent mettre ses enfants à l'école sans avoir à faire trop de route pour les y emmener parce qu'il n'y a pas ou peu de transports collectifs. Tout ça pour éviter que les gens arrivent fatigués et énervés. La question du retour des industries dans notre département est liée à tous ces facteurs-là. Créer du foncier pour pouvoir réimplanter des industries et renforcer notre attractivité avec des services publics qui répondent aux besoins autant des salariés que des employeurs. Il faut enfin prendre en compte les besoins de formations. Les métiers du cartonnage, qui était une industrie phare du département, ont tous disparu. Il n'y a plus de formation au métier du cartonnage alors que nous avons encore des savoir-faire colossaux sur Valréas, sur tout le bassin de l'Isle-sur-Sorgue avec les industries du papier aussi. Il y a des choses à travailler ensemble sur ces questions. Quand on voit également que le Vaucluse est un important producteur de fruits et légumes qui partent être transformés dans d'autres départements voire d'autres pays, alors que l'on sait faire tout cela ici. Il nous faut des industries qui permettent à nos salariés d'atteindre d'autres niveaux de qualification et de rémunération. »
Roland Paul : « Un emploi dans l'industrie en génère quasiment 3 sur son territoire. Effectivement, on produit des tomates mais on pourrait en produire 3 fois si nous avions les industries de transformation à côté. Cela a du sens, notamment en termes de développement durable. »
Frédéric Laurent : « Produire et traiter les produits ici, cela impacte favorablement l'environnement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

quand on voit le nombre de camions qui traversent ce département, ne serait-ce que sur la rocade, par exemple. »

> « La LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. »
>
> *Frédéric Laurent*

C'est l'occasion de parler des mobilités que vous avez déjà abordé en partie auparavant et notamment du dossier de la LEO (Liaison Est-Ouest) ?
Roland Paul : « J'ai entendu que ce projet n'était pas spécialement voulu par tout le monde mais je crois qu'il y a un vrai intérêt à réaliser le contournement d'Avignon. Cela fait partie des éléments déterminants pour l'avenir de ce territoire. De GSE au centre-ville il y en au moins pour trois quarts d'heure. Il y a un vrai travail à faire. Et il faut qu'on le fasse maintenant parce que 2027, c'est trop tard puisque le DUP (Déclaration d'utilité publique) tombera. C'est donc immédiatement qu'il faut que l'on travaille même si ce n'est pas simple car ce tracé touche 2 régions, 3 départements. Ce n'est pas des plus faciles d'un point de vue administratif mais je pense qu'avec une volonté… Plus généralement nous sommes dans un département assez rural où disposer d'un réseau de transports en commun pour amener les gens au travail est assez complexe à mettre en place. Il y a toutefois des choses à faire. »

LEO : quand la Ville et l'Agglo d'Avignon s'opposent à leur propre bassin de vie

Frédéric Laurent : « Le tour d'Avignon, c'est devenu catastrophique. Le contournement de la ville avec la LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. Mais la LEO ce n'est pas qu'une problématique économique c'est aussi une question de santé publique. Sur la rocade, nous atteignons des records de cancer des enfants à cause de la pollution générée par le trafic qui passe sous les fenêtres des habitants. Sur ce projet, nous sommes chaque fois percutés par ces changements de départements, de préfectures, etc. Et au final, on n'arrive pas à construire une réelle volonté à long terme. Pourtant, il y a urgence. Prenons l'exemple de la réouverture de la ligne ferroviaire au Carpentras-Avignon. Au début, ça patinait un peu car cela changeait les habitudes : 'Je viens en voiture, c'est tellement plus simple'. Maintenant, je connais beaucoup de salariés qui apprécient d'utiliser cette ligne. Quand on donne aux salariés la possibilité d'utiliser les transports en communs, quand ils existent ou quand on arrive à les construire, ils les utilisent. Le tramway, quelle aberration ! Pourquoi le tramway ne va pas jusqu'à l'hôpital, la gare TGV, la zone d'Agroparc. Les entreprises n'en profitent même pas alors que pourtant, ce sont elles, et leurs salariés indirectement, qui l'ont financé via le versement transport. Sur ces questions, nous faisons des propositions, avec le syndicat CGT des cheminots d'Avignon sur le projet d'étoile ferroviaire, afin d'amener le salarié de bout à bout. Parce qu'aujourd'hui, le salarié qui veut prendre les transports en commun pour aller, ne serait-ce que dans votre secteur vers le parc d'activités de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

l'aéroport, c'est impossible. Pour aller sur la zone d'Auchan, selon où l'on habite, il faudra prendre plusieurs moyens de transport. Pour aller en Courtine, c'est pareil. »

> « C'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »
>
> *Frédéric Laurent*

Roland Paul : « Pour la LEO, je pense que les organisations syndicales peuvent aider parce que nous ne sommes pas arrêtés par des départements. Nous allons voir les collègues des autres régions et des autres territoires qui ont les mêmes objectifs que nous. Et eux, ne sont pas tenus par un carcan administratif. »
Frédéric Laurent : « Il faut arrêter cette pollution que l'on met sur notre département. Le matin, je vois des gens seuls dans leur voiture. Des gens qui viennent du même village, qui vont dans la même entreprise, qui ont les mêmes horaires et qui utilisent deux voitures. Il n'y a pas de moyens adaptés, pas assez d'aires de covoiturage. Il n'y a rien d'incitatif. L'aide à la mobilité ne peut se faire que s'il y a une offre de mobilité. Allons alerter ensemble le préfet sur cette nécessité pour l'entreprise et les salariés de travailler sur ces questions car c'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »

Nous avons parlé de mobilité mais il y a aussi des difficultés d'accès au logement pour les salariés et, plus largement, pour l'ensemble des Vauclusiens ?
Frédéric Laurent : « Ce sujet est également fondamental dans un territoire où certaines communes n'ont pas la volonté d'élargir la capacité d'accueil en logement social. Certains maires préfèrent payer des amendes plutôt que de construire ce type de logements. Alors que malheureusement, 75% des populations sont éligibles au logement social dans notre département. Un département où dans certaines zones, la plupart des habitations sont fermés la moitié de l'année, parce que ce sont des lieux dédiés au tourisme. Avec la recrudescence, dans certaines communes comme Avignon, de la présence de location de type Airbnb. Ce qui fait que le salarié qui veut continuer à travailler près d'Avignon, il ne peut plus s'y loger. L'accès au logement devient très compliqué. Les loyers sont très chers par rapport au revenu. Il y a un manque crucial de logements dans le département. Il y a beaucoup de salariés pauvres qui, faute de moyens, vivent dans leur voiture. Les questions de mobilité et de logements impactent directement les possibilités d'emploi. Il y a peut-être 30 000 postes disponibles et 60 000 chômeurs dans le département. Mais certains de ces postes restent vacants car on ne peut pas s'y rendre ou on ne peut pas se loger à proximité, donc on ne les prend pas. »

> « Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? »
>
> *Roland Paul*

Roland Paul : « Je suis entièrement d'accord. Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? Nous avons la cité des papes, le Festival, Châteauneuf-du-Pape, le Ventoux, les

Ecrit par le 15 novembre 2026

Chorégies, Fontaine de Vaucluse… plein d'atouts culturels ou naturels. Je le constate, de manière générale les gens sont attachés au Vaucluse. Il peut y avoir du mouvement dans les entreprises mais quand tu es à Paris, tu n'as pas le même turnover qu'à Avignon. Les gens qui sont ici veulent rester ici parce qu'ils y sont bien. Mais il y a aussi de la précarité et de la violence. Avignon fait partie des villes qui sont montrées du doigt en France. Toute cette mauvaise publicité n'est pas de nature à attirer les gens. Si je suis venu au Medef, c'est pour tenter de régler quelques trucs. On ne réglera pas tout, mais si on peut en solutionner quelques-uns. Pour cela, il ne faudra pas agir dans son coin mais il faudra le faire ensemble. »

Propos recueillis par Florent De Corbier pour La Marseillaise et Laurent Garcia pour L'Echo du mardi.

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

CPME 84 : « la meilleure délégation de France »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Très attaché à la délégation vauclusienne, Alain Gargani, le président de la CPME Sud (Confédération des petites et moyennes entreprises) a, une nouvelle fois, fait le déplacement en Avignon pour assister à l'assemblée générale 2025 de la CPME 84. L'occasion pour ce dernier d'adresser un vibrant hommage à la section départementale présidée par Bernard Vergier.

« Ces derniers mois j'ai eu un parcours passionnant, rappelle Alain Gargani président de la CPME Sud. J'ai été candidat à la présidence de la CPME nationale. Cela m'a permis de rencontrer les fédérations et de surtout porter la voix des territoires à Paris. L'accueil a été enthousiasmant pour notre organisation puisque que la CPME c'est avant tout le travail qui est fait dans les territoires. C'est également le travail des mandataires qui défendent tous les jours les TPE et PME. J'ai donc été très fier de porter ces couleurs ainsi que notre projet. »

> « Les TPE-PME sont en danger. »
>
> *Alain Gargani, président de la CPME Sud*

« Lors de cette campagne à travers toute la France, j'ai rencontré des chefs d'entreprise engagés. Et bien

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

je vais vous dire : les TPE-PME sont en danger et cela quel que soit la filière, insiste-t-il en d'adressant tout particulièrement à Sabine Roussely, la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse en poste depuis 2023 qui représentait les services de l'Etat durant cette AG qui s'est déroulée au Pathé Cap-Sud à Avignon. Nous sommes en danger car trop de normes, trop de taxes, trop d'incertitudes. Près de 100 000 entreprises ont déposé le bilan dans l'année qui vient de s'écouler. Nous sommes encore en train de rembourser le PGE jusqu'à l'année prochaine donc toute taxe supplémentaires sera difficile à absorber. Nous sommes également en danger car nous avons aussi du mal à trouver des collaborateurs. A cela s'ajoutent les 'tsunamis' que nous avons pris en pleine face : le prix de l'électricité, la Covid, l'augmentation du coût des matières premières… Tout cela a fait que notre économie a été fragilisée. Donc, de grâce, préservez-nous, aidez-nous, continuez à nous soutenir. C'est ce message qu'il faut faire remonter au niveau national. Nous comptons sur vous pour cela. »

> « Chaque entreprise vauclusienne en difficulté a pu compter sur le soutien des services de l'Etat. »
>
> *Sabine Roussely, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse*

Après avoir rappelé le déploiement en Vaucluse des différents dispositifs d'aides aux entreprises de l'Etat, Sabine Roussely a assuré qu'elle avait « bien entendu les inquiétudes qui sont multiples et votre impatience quant à la simplification des procédures et des normes. Elles seront remontées au ministre chargé de l'économie. Pour autant, et au-delà des difficultés qui sont les nôtres aujourd'hui, je souhaite insister sur les actions menées par les services de l'Etat aux côtés des PME. Ainsi, chaque entreprise vauclusienne en difficulté a pu, au cours des crises passées, compter sur le soutien des services de l'Etat. Un soutien qui est toujours opérationnel aujourd'hui et qui s'est structuré autour d'un réseau de services désormais bien installé : le Codefi (Comité départemental des entreprises en difficulté). Ce réseau apporte une écoute, un conseil et, le cas échéant, une solution financière collégiale et pluridisciplinaire. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Alain Gargani et Bernard Vergier

Défendre les TPE et les PME au quotidien

Reprenant le fil de cette assemblée générale ayant réuni plus de 300 participants, Alain Gargani a tenu à rappeler que « la CPME, c'est l'organisation qui défend les TPE, les PME et les fédérations au quotidien. Une confédération qui porte votre voix comme le fait Bernard Vergier en Vaucluse depuis des années. Avec ses 1 000 adhérents, il a construit une CPME hors-normes, la meilleure de France. Ici, vous avez su développer la solidité d'un réseau devenu la première organisation patronale de ce territoire. Ensemble, vous êtes encore plus fort et ceux qui aujourd'hui connaissent des difficultés savent qu'ils ne sont pas seuls car ils sont accompagnés par la grande famille de la CPME 84. »

Même louange de la part de la Secrétaire générale de la préfecture : « cette capacité à fédérer fait de la CPME un acteur majeur et incontournable de la vie économique locale tant pour les entreprises que pour les partenaires institutionnels comme la préfecture. »

> « La colère qui monte aujourd'hui dans le monde entrepreneurial risque d'exploser. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Bernard Vergier, président de la CPME 84

De son côté, après avoir adressé ses félicitations à Amir Reza-Tofighi, le nouveau président de la CPME Nationale élu le 21 janvier dernier, Bernard Vergier a profité de cette AG pour afficher ses inquiétudes : « l'excuse du mauvais budget 2025 en raison du contexte politique instable, ne pourra servir en 2026. Sans quoi, la colère qui monte aujourd'hui dans le monde entrepreneurial risque d'exploser. Quant à ceux qui mettent en avant le fait que, dans le budget 2025, seules les grandes entreprises sont mises à contribution, ils se trompent. L'abaissement des seuils permettant de bénéficier d'allégements de charges se traduira par une augmentation du coût du travail, pour les grandes comme pour les petites entreprises. L'augmentation du plafond de versement mobilité concernera avant tout les PME. Le régime fiscal des micro-entrepreneurs doit être rapidement clarifié et durablement Les futurs créateurs d'entreprise individuelle doivent pouvoir sereinement se projeter dans leur modèle économique à la fiscalité adaptée, sans pour autant créer de distorsion de concurrence avec les entreprises de droit commun. Et cela, sans compter les conséquences des mesures sur le logement, l'aviation ou l'automobile, qui toucheront les petites entreprises qui, elles aussi, ont besoin de se déplacer et de se loger. C'est donc les bras croisés que la CPME a applaudi l'adoption du budget 2025…tout en souhaitant que l'on passe, dès maintenant, à l'étape suivante, celle de la simplification. »



Crédit : DR

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Crédit : DR

« Il est grand temps de réagir ! »

« Sur le fond, poursuit Bernard Vergier, nous pouvons constater que notre économie nationale, nos créations de valeurs et d'emploi sont pris en otage, depuis près d'un an, par une classe politique (pour certains de ses élus irresponsables) beaucoup plus préoccupée par ses enjeux 'politiciens' que par l'intérêt collectif de notre pays. Il est grand temps de réagir ! Si nous demeurons les seuls au monde à penser que c'est en augmentant les taxes et les impôts qu'on va relancer notre économie, alors nous allons droit dans le mur. Et en klaxonnant ! Il est absolument nécessaire de diminuer la pression fiscale sur les entreprises pour leur permettre d'investir et de recruter. Depuis maintenant plusieurs semaines, la CPME alerte, en vain, sur les inquiétudes mais également sur l'exaspération grandissante de ces chefs d'entreprise de TPE-PME qui se battent au quotidien pour faire vivre et développer leur entreprise en France. C'est maintenant aux dirigeants de grandes entreprises de se faire entendre. Combien faudra-t-il de délocalisations, de disparitions d'entreprises et de chômeurs supplémentaires pour qu'on comprenne

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

que l'alerte du monde patronal est sérieuse ? »

La dure vie d'entrepreneur

Problèmes de recrutement liés notamment au niveau de qualification insuffisant localement, difficultés des filières et tout particulièrement l'ensemble de la filière du BTP ainsi que toute sa chaine de valeur (agence immobilière, architecte, notaire, banque, artisans, distributeurs de matériaux, et bien d'autres…), baisse des aides à l'apprentissage… le président de la CPME 84 s'inquiète également pour l'entrepreneuriat individuel.

« Trop de personnes se lance dans l'entrepreneuriat sans modèle économique réel, il existe une vraie précarité entrepreneuriale. Ce public-là devient des invisibles. Oui à l'entrepreneuriat mais pas dans n'importe quelles conditions et sans créer de distorsion économique. » Pour rappel, une enquête de conjoncture de la CPME nationale de début d'année a établi que les trois quarts des chefs d'entreprise de TPE-PME disent percevoir une rémunération mensuelle moyenne inférieure à 4 000€.

« Un dirigeant sur cinq ne gagne même moins un SMIC. Ce n'est pas acceptable », insiste Bernard Vergier.



Les prochains rendez-vous de la CPME 84

– **'La responsabilité pénale du chef d'entreprise en matière de santé et de sécurité'**. Formation

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Juridique avec le cabinet d'avocats Barthélémy. Jeudi 3 avril. D**e** 8h30 à 12h. Au Mercure Avignon TGV. 2, rue Mère Térésa. Avignon.
– **Atelier pôle Femmes**. Mardi 8 avril. De 11h à 14h. 'Comment construire sa stratégie de prospections ?'. Campus privé. Le Pontet.
– **Visite de la centrale de la centrale nucléaire EDF du Tricastin.** Jeudi 10 Avril. De 9h à 12h30. Espace d'information du public Odysselec. Chemin des agriculteurs. Saint-Paul Trois-Châteaux.
– **Café des Entrepreneurs. Je**udi 24 Avril. De 8h30 à 10h30. La Fabrica du Festival d'Avignon. 11 rue Paul Achard. Avignon.
– **Formation initiale au brevet SST (Sauveteur Secouriste du Travail).** Avec la Croix-rouge française. Mardi 29 avril et mardi 6 mai 2025. De 9h à 17h. A la Croix-Rouge Française. 20 boulevard Henry Dunant. Avignon.
– **Rencontre pôle Jeunes**. Visite du centre pénitentiaire d'Avignon-Le Pontet. Vendredi 16 mai. De 8h45 à 12h.
Inscription contact : contact@cpme84.org ou 04 90 14 90 90. www.cpme84.com

Renforcer nos filières
Pour autant, ce dernier entend souligner aussi les atouts économiques du Vaucluse. « Nous devons continuer à renforcer nos filières fortes comme l'agroalimentaire, l'agriculture-viticulture, notre industrie métallurgique, la logistique et les services. Nous devons maintenir l'accompagnement des activités de niche et les filières en croissance comme l'industrie créative et culturelle notamment. Nous devons également continuer à favoriser l'implantation foncière des grosses PME et des ETI (entreprise de taille intermédiaire). »

Outre la cinquantaine d'événements (visites d'entreprises, petits déjeuner d'information, formations, café entrepreneurs, Speed dating business, Pitch party, rencontre du pôle Jeunes et du pôle Femmes…) le président de la CPME 84 a tenu à mettre en avant la réussite de la première édition du salon de la CPME Sud qui s'est tenue en avril dernier au parc Chanot à Marseille et qui reviendra en 2026.
Autre motif de satisfaction : le coup double des entrepreneurs vauclusiens aux trophées régionaux 2024 des entrepreneurs positifs de la CPME Sud avec les mises à l'honneur de Juliette Durand (du Moulin Vallis Clausa à Fontaine de Vaucluse), qui a remporté le prix régional de la persévérance et Hervé Djaouane (de la société avignonnaise Simon), lauréat du prix du public.
Enfin, la CPME 84 s'est encore tout récemment distinguée en remportant le trophée national 'Coup de cœur des unions territoriales' décerné par le vote de l'ensemble des CPME des territoires de France.
« Cela montre, grâce à un travail collectif sans relâche, le dynamisme de notre CPME 84 », se félicite le président de la confédération vauclusienne.

On n'arrête plus la CPME de Vaucluse !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

« 2025 sera certainement une année encore plus compliquée. »

Pour conclure, Bernard Vergier rappelle que « 2024 n'a pas été une année facile » mais annonce que « 2025 sera certainement une année encore plus compliquée ».
« La CPME est toutefois là pour accompagner les entrepreneurs en cas de difficultés et les orienter vers d'autres structures comme les Centres d'information sur la difficulté des entreprises (CIP), les Pôles de Prévention, le dispositif APESA (Aide aux chefs d'entreprise en difficultés psychologiques), l'Association CAIRE 84 (aide aux dirigeants atteints de cancer) ainsi que l'association 60 000 rebonds pour l'accompagnement des entrepreneurs post-liquidation. La CPME est là, bien présente pour ces entreprises qu'elles aillent bien ou moins bien. »

Laurent Garcia



L'AG en bref
L'assemblée générale de la CPME 84 a permis Hervé Belmontet, secrétaire, de présenter et de faire voter le rapport d'activité 2024. Dans le même temps, le trésorier Marc Telliez a procédé l'approbation des comptes 2024 ainsi qu'au vote du budget prévisionnel 2025.
Par ailleurs, cette AG a aussi permis de renouveler le conseil d'administration. A cette occasion, Michel de Saint Auban, Philippe Parc, Jérémy Piallat, Fabien Ledoux et Valérie Guillemot (nouvelle entrante) ont été élus dans la catégorie Services. Philippe Catinaud (représentant la Fédération du BTP 84) et Juliette Durand (nouvelle entrante) ont été élus dans la catégorie Industrie. Enfin, Marie-Pierre Ghirardini ainsi qu'une représentante de la FCE 84 ont été élues dans la catégorie Commerce.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Patrick Martin : le président du Medef ne veut plus que l'on joue avec l'économie



Dans un entretien exclusif accordé à l'association ResoHebdoEco, qui regroupe 26 titres de presse économique régionaux dont l'Echo du mardi, Patrick Martin, le président du Medef se dit préoccupé par le fossé grandissant entre le débat politique et les réalités économiques dans notre pays. Un constat sans concession à l'heure où le gouvernement tente de donner un budget à la France mais surtout davantage de stabilité.

Vous avez, dites-vous, une double lecture de l'année qui vient de s'écouler. Qu'elle est telle ?
« Une première plutôt positive. L'objectif de croissance défini par le gouvernement (1%) est atteint et nous situe plutôt en tête du peloton européen. Dans le même temps, le marché de l'emploi a tenu si nous

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

résonnons sur l'année. Mais nous avons aussi vu, au fil des mois, plusieurs indicateurs se dégrader. Nous avons un énorme 'warning' sur l'investissement des entreprises (-3,5%). Rien que pour tenir la cadence de neutralité carbone à l'horizon 2050, il devrait s'élever à 40 milliards d'euros de plus chaque année. Pour cela, l'investissement global devrait progresser de plus de 10% or ce n'est pas le cas. Et l'origine n'est pas le financement -les banques françaises ont augmenté leur crédit aux entreprises en valeur absolue- mais le manque de confiance dans l'avenir. La dissolution a été un coup de tonnerre pour tout le monde, les dirigeants en particulier. Nous aimons le risque, mais pas l'incertitude. Il est très clair que, compte-tenu de la confusion qui règne dans le paysage politique, beaucoup d'entre nous ont suspendu investissements et recrutement, ce qui pèse sur la croissance. Dès le mois d'août, j'ai alerté sur la situation en annonçant une récession au quatrième trimestre et une détérioration de l'emploi. Il faut urgemment que les politiques prennent conscience de la situation économique qui devient de plus en plus inquiétante ».

> « Nous aimons le risque, mais pas l'incertitude. »

Et génère la dégradation conjoncturelle actuelle ?

« Il y a une dégradation conjoncturelle générale qui s'est confirmée au fil des mois, particulièrement pour les filières construction, automobile, industrie, et leurs métiers périphériques. Sous l'effet direct de décisions politiques inappropriées, tant au niveau de la France que de l'Europe (excès de règlementation, suppression ou non des moteurs thermiques…), nous avons '*sagouiné*' ces secteurs. Seuls 250 000 logements ont été mis en chantier comme… en 1953 où l'on comptait 25 millions d'habitants en moins. De façon moindre, le bloc énorme de la consommation courante a souffert. L'effet facial lié à l'inflation a masqué la baisse des volumes car les chiffres d'affaires progressaient. Et maintenant que nous n'avons plus le cache-misère de l'inflation, nous voyons que la consommation courante, y compris alimentaire, n'a pas redémarré. Par ailleurs, des secteurs comme le digital ou l'ingénierie qui enregistraient une bonne progression en 2024, affichent désormais un ralentissement assez marqué.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Le président du Medef en visite chez le C reuset. Crédit : Medef

> « Compte-tenu de la confusion qui règne dans le paysage politique, beaucoup d'entre nous ont suspendu investissements et recrutement. »

Quant à l'augmentation des défaillances (plus de 67 000 en 2024 soit un niveau supérieur à 2009 et à 2010-2012) ce qui est plus préoccupant, c'est de voir apparaitre l'industrie (sous-traitance automobile notamment) et le bâtiment (25% des dossiers) parmi les filières concernées et surtout une taille d'entreprise plus importante (les effectifs touchés ont progressé de 25%).
Nous étions sur une bonne dynamique depuis cinq ans : la France était le pays le plus attractif d'Europe en matière d'investissements directs étrangers, d'implantations ou d'extensions d'usines et le pays a été en mesure de créer 2,5 millions d'emplois malgré la covid et le choc énergétique lié à la guerre en Ukraine. Les entreprises françaises étaient parvenues à réduire significativement le taux de chômage. Elles s'étaient également rapprochées de la moyenne européenne en matière de fiscalité. Clairement cette dynamique s'est interrompue. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Mais là n'est pas votre seul motif d'inquiétude…
« Nous sommes effectivement très inquiets sur l'état des finances publiques et les 1 000 milliards d'accroissement de la dette sur les quatre dernières années dont 50 % s'expliquent par le déficit des retraites. La stabilité gouvernementale et sociale a un prix, mais il ne faut pas qu'il soit excessif or ce qui se dessine dans le cadre des projets de loi de finances est plus que préoccupant. Les entreprises vont supporter l'essentiel de l'effort. Soyons clairs : ce n'est pas l'effort en lui-même qui nous pose problème, mais sa charge (13 milliards d'euros de plus, via la surtaxe de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises, le taux sur les bénéfices qui va monter à 35 %…). Nous sommes préoccupés par le fossé grandissant entre le débat politique et les réalités économiques.
Nous avons par ailleurs déjà augmenté la contribution des entreprises de 0,15 à 0,25% de la masse salariale cette année pour faire face aux engagements de l'AGS (*NDRL régime des garanties de salaires, qui prend en charge la rémunération des salariés dans les entreprises en procédures collectives*). C'est le régime le plus favorable d'Europe. Nous assumons nos responsabilités. »

Patrick Martin en bref
-Président du Medef depuis juillet 2023
-Préside, depuis 1994, aux destinées du groupe familial Martin-Belaysoud, créé en 1829 et spécialisé dans la distribution de produits et services pour l'industrie et le bâtiment (3 200 salariés, 1,2 Md€ de chiffre d'affaires. Bourg-en-Bresse. Ain).

Quid de la réouverture du dossier retraites ?
« Elle nous inquiète. Nous ne sommes pas indifférents au mauvais accueil réservé à la précédente réforme, mais cela n'enlève rien au fait qu'elle était déjà insuffisante pour équilibrer nos régimes de retraite. La remettre à plat, c'est recréer de la perturbation, s'exposer au risque ultime qu'elle soit vidée de sa substance et partir en *terra incognita*. Nos régimes sociaux sont à bout de souffle et ne se financent plus. Donc soit démocratiquement nous convenons que nous allons dégrader les prestations sociales, soit nous nous donnons les moyens de les maintenir dans la durée, ce qui impose de rééquilibrer financièrement ces régimes.

> « Remettre à plat la réforme des retraites, c'est recréer de la perturbation, s'exposer au risque ultime qu'elle soit vidée de sa substance et partir en terra incognita. »

Nous sommes sous surveillance de l'Europe et des marchés financiers. La dette publique française est détenue à 54 % par des investisseurs étrangers qui peuvent partir du jour au lendemain. Les mépriser, c'est jouer avec le feu. La retraite, c'est un déterminant. Le risque d'un 'collaps' (*effondrement*) financier n'est pas nul. Nous allons probablement nous prêter au conclave, mais nous serons très alarmistes sur l'impératif d'équilibrer durablement ces régimes qui ont un impact sur le taux d'emploi et la croissance dans le pays. Il faut tout faire pour éviter un scénario à la grecque avec des baisses de 30% pour les retraites ou de 20% pour les salaires. Or les choix politiques courageux sont quasiment impossibles à prendre dans le contexte politique actuel. C'est notre grande inquiétude. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Patrick Martin (2e en partant de la gauche) en visite dans l'entreprise Givaudan en novembre dernier. Crédit : Medef

Niveau international, il semblerait que nous rentrions aussi dans une grande période d'incertitude ?

« À travers le budget présenté en France, nous allons complètement à contresens de ce que font quasiment tous les autres pays alors que l'Europe est en train de décrocher par rapport aux États-Unis et même la Chine. Plutôt que de prendre des mesures d'économie structurelle de dépenses publiques, le gouvernement va altérer les performances des entreprises et l'attractivité de la France. Nous ne sommes pas dans un monde fini et stable, mais compétitif. Les entreprises étrangères emploient 2,5 millions de salariés dans l'Hexagone et, globalement, 20% des salariés français travaillent directement ou indirectement pour l'exportation. Cela aurait donc des effets très lourds si le commerce international se dégradait, notamment via l'établissement de barrières douanières. Mais ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis n'est que l'amplification de ce qui se passait déjà sous le mandat de Joe Biden et lors du premier mandat de Donald Trump. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

> « Nous demeurons favorables aux traités commerciaux et au libre-échange, mais équitable. Se priver, par principe, des opportunités qu'ils présentent, c'est se priver de croissance et d'emploi. »

Avec un effet d'aspiration de l'économie américaine ?
« Fin 2023, il y avait 110 milliards d'euros d'épargne française investis simplement en bons du trésor américain. Aujourd'hui, ce sont 330 milliards d'euros. Et là, il s'agit de l'épargne des Français ! Les dirigeants aussi investissement prioritairement outre Atlantique car la rentabilité est meilleure, l'énergie deux à trois fois moins cher, la fiscalité plus attractive et le marché en pleine croissance. Mais nous n'allons pas nous regarder 'crever'. Pour nous remuscler, nous voulons que ces données factuelles de compétition économique internationale soient prises en compte par nos décideurs publics. »

Comment ?
« Je suis raisonnablement optimiste s'agissant de l'Europe car, paradoxalement, l'élection de Donald Trump peut nous aider. Désormais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre des décisions. Il faut aller dans le sens de la simplification, parce que l'Europe est une machine à produire des normes. Nous attendons beaucoup de la loi dite 'omnibus' qui vise à réduire les charges administratives et réglementaires pesant sur les entreprises européennes. Il y a une diplomatie économique très active de la part des patronats européens auprès de la Commission et du Parlement. Et cela donne des résultats car nous sommes totalement alignés sur la stratégie de compétitivité que se doit d'avoir l'UE. Nous rêvons que les mêmes causes produisent les mêmes effets en France. Il faut notamment tirer parti de l'épargne massive pour qu'elle serve avant tout à investir dans nos entreprises, encore faut-il que nous soyons compétitifs et rentables. »

> « L'élection de Donald Trump peut paradoxalement nous aider. Désormais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre des décisions. »

L'accord sur le Mercosur a pourtant tendu la perception que nous avions sur l'intérêt d'un libre-échange 'déréglementé' ?
« Nous demeurons favorables aux traités commerciaux et au libre-échange, mais équitable. Pour le Mercosur, il faut probablement revisiter un certain nombre de clauses miroirs pour vérifier qu'il n'y aura pas de concurrence déloyale et que nos standards environnementaux seront respectés. Mais se priver, par principe, des opportunités qu'il présente, c'est se priver de croissance et d'emploi. Si l'Amérique du Nord se ferme pour partie, si la Chine aussi et que nous nous interdisons d'aller commercer avec des zones dynamiques comme l'Amérique latine, où allons-nous trouver notre business ? La France a un déficit commercial chronique et il faut y remédier. Oui, il faut des accords de libre-échange équilibrés. C'est valable pour le Mercosur, comme pour le CETA avec le Canada qui est ultra favorable à l'économie française. Ces sujets sont devenus complètement passionnels et instrumentalisés politiquement. Au final, nous finissons par perdre de vue l'intérêt collectif. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Patrick Martin

Qu'espérez-vous pour les entreprises françaises en 2025 ?
« Prioritairement : la simplification d'autant que c'est politiquement assez indolore. Il a été chiffré par l'OCDE que la sur-règlementation en France, c'est-à-dire des normes qui ne servent à rien à part créer des contraintes supplémentaires, coûte 2% du PIB soit 60 milliards d'euros ! L'énergie est aussi un autre sujet essentiel avec, au premier chef, le prix de l'électricité. Il y a des avancées, notamment dans les négociations avec EDF, et nous sommes relativement confiants. Mais un industriel ne décide pas de ses investissements du jour au lendemain. Il faut donc clarifier ce sujet, en veillant à aller dans le sens d'une meilleure compétitivité.
Enfin, il faut remettre à plat tout le financement de la protection sociale et renvoyer à la fiscalité une partie de ces charges sociales qui pèse trop sur les entreprises et sur les salariés. Il faut redonner de l'oxygène aux dirigeants pour investir et redonner des marges de manœuvre pour revaloriser les salaires nets. Il faut trouver une solution alors que la situation politique ne réunit pas les conditions de décision aussi structurelles qu'indispensables. »

Réalisé par Hélène Vermare (Groupe Ecomedia) et Laurent Garcia (Echo du Mardi)

Le Medef en chiffres
Descendant de la Confédération générale de la production française (CGPF) fondée en 1919, le Medef (Mouvement des entreprises de France) regroupe plus de 200 000 entreprises, soit 70% du patronat français.
« Le Medef est parfois perçu comme le représentant des seules grandes entreprises du CAC 40, mais il l'est bien de toutes. Pour preuve, l'effectif moyen de nos adhérents s'élève à 47 salariés », explique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Patrick Martin qui constate actuellement une montée en puissance du militantisme patronal. « En cinq ans, une vingtaine de fédérations de branches ont rejoint le Medef et nous disposons de 119 Medef départementaux et régionaux y compris en Outre-Mer. Nous sommes ainsi en prise directe avec les entreprises de nos territoires et disposons d'une vision de la situation économique et sociale en temps réel. »



Roland Paul, nouveau président du Medef de Vaucluse (au centre) avec Patrick Martin (à droite) et Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud (à gauche) complète les propos de son président national en évoquant la situation dans le département. L'occasion également pour lui de dresser les grandes lignes de son action dans les mois à venir.

Alors que le Medef s'inquiète d'une dégradation de la compétitivité des entreprises françaises, qu'elle est la situation en Vaucluse ?

« La situation en Vaucluse se tend. En 2024, il y a eu 712 ouvertures de procédures collectives dont 365 concernent directement des liquidations judiciaires. Ces procédures concernent 1205 salariés. Les secteurs les plus touchés sont la construction, le commerce et la restauration. La situation politique nationale ne créé pas un contexte favorable pour nos entreprises qui gèlent les investissements et les éventuelles embauches. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Vous êtes désormais à la tête du Medef 84 depuis quelques mois, quels sont les grands dossiers locaux que vous souhaitez impulser cette année ?
« Nous souhaitons mettre le Vaucluse au centre de nos actions, travailler sur ce qui peut favoriser le développement économique et faire s'installer des entreprises. Pour cela, nous devons plus que jamais connaitre les disponibilités foncières du département, les recenser et pouvoir aiguiller ces entreprises. Il est nécessaire de renforcer le dialogue avec les élus locaux, notamment dans un contexte de foncier rendu toujours plus rare, notamment du fait de la loi ZAN. Nous devons également travailler de concert avec le conseil départemental sur le volet insertion afin que les bénéficiaires du RSA retrouvent une activité. »

Au-delà de 2025, quel est le cap que voulez donner au patronat vauclusien pour ces prochaines années ?
« Le patronat vauclusien a souffert de divisions durant des années et la nouvelle génération d'entrepreneurs ne s'est pas toujours identifiée dans les organisations patronales. Il est aujourd'hui nécessaire de les convaincre de s'engager ; pour cela il faut des institutions fortes, des sujets innovants. C'est dans cette optique que nous allons créer le COMEX 40, destiné aux dirigeants de moins de 45 ans. Il s'agit de constituer un laboratoire d'idées au service de toute la communauté des entrepreneurs, faire émerger une nouvelle génération de dirigeants engagés au service de l'action collective.
Enfin, il faut casser les barrières entre le secteur de public et celui du privé, les entreprises et les élus locaux doivent se parler et travailler ensemble afin d'avoir plus de poids. Il est nécessaire que les entreprises soient mieux associées aux décisions politiques. Le Medef Vaucluse est une organisation interprofessionnelle qui doit jouer ce rôle de médiateur auprès des pouvoirs publics. C'est en jouant collectif que le Vaucluse pourra peser plus dans notre région. »

On n'arrête plus la CPME de Vaucluse !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Après avoir organisé les trophées départementaux des entrepreneurs positifs en octobre dernier. Après avoir placé deux entreprises vauclusiennes parmi les 8 lauréats régionaux de la de la grande finale de la 5e édition des Trophées régionaux des entrepreneurs positifs 2024 de la CPME Sud qui vient de se tenir au centre des congrès de Gréoux-les-Bains. La CPME de Vaucluse vient de remporter le trophée 'Coup de Cœur Unions Territoriales' de la CPME Nationale.

Cette distinction a été remise à l'occasion de la convention annuelle des permanents de la Confédération présidée par François Asselin qui s'est tenu fin novembre à Paris. C'est d'ailleurs ce dernier qui a remis en main-propre ce trophée à Olivier Pieri, le secrétaire général de la CPME 84.

Reconnaissance des autres territoires

Durant cette convention nationale, 5 prix ont été remis : 4 décerné par un jury et 1, le coup de cœur, attribué par l'ensemble du réseau des 112 unions territoriales de la Confédération des petites et moyennes entreprises. C'est donc les autres territoires qui ont voté pour le Vaucluse.

« Un très grand merci aux autres départements et régions qui ont voté pour notre organisation », insiste la CPME 84. Présidée par Bernard Vergier, la CPME de Vaucluse regroupe près d'un millier d'adhérents directs. Première organisation patronale du département, la structure propose plus d'une cinquantaine

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

d'événements pas an. Un dynamisme régulièrement mis en avant par Alain Gargani, président de la CPME Sud, actuellement en campagne afin de succéder à François Asselin qui ne se représente pas à la présidence nationale de la CPME.

Trophées des entrepreneurs positifs : la CPME 84 fait coup double

---

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Roland Paul, président de GSE, est le nouveau président du Medef Vaucluse. Elu pour un mandat de 3 ans, il succède à Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud, qui assurait l'intérim depuis juin dernier. Si l'élection du patron avignonnais d'une des plus belles entreprises du département lors de l'assemblée générale du mouvement qui vient de se tenir à la Collection Lambert n'est pas une surprise, elle devrait cependant mettre un terme à la reprise en main par les instances nationales de la gouvernance locale du Mouvement des entreprises de France en Vaucluse.

Juste avant l'été le syndicat patronal avait dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux pour venir mettre de l'ordre au sein du Medef 84. A cette occasion, c'est Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national en charge des adhérents, qui avait endossé le rôle du 'nettoyeur'. « Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », précisait-il alors.
Celui qui est aussi président d'Action Logement nous avait également expliqué que lorsque Patrick Martin, le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023 « avait fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse était apparu en haut de la pile des priorités. Il

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. »
Un nouveau départ qui a pris la forme de la création d'une nouvelle association, la mise en place de 12 administrateurs, d'un conseil d'administration enrichi au fil des semaines ainsi que la récupération des divers mandats patronaux comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes…
« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », avait ensuite fermement annonçait Bruno Arcadipane.

Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84

Un signe déjà ? C'était dans les locaux 'modèles' du siège social de GSE dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes que s'était tenu cette première AG ayant débouchée sur la désignation de Jean-Louis Maurizi.

Près de 6 mois plus tard, c'est donc le président de GSE qui a pris en main les destinées du Medef 84. Pour l'occasion, le nouveau patron des patrons vauclusiens a même été adoubé par Patrick Martin. Le président du Medef national est ainsi venu en personne visiter le siège de GSE, puis l'entreprise Naturex, leader mondial des ingrédients naturels issus des plantes basé dans la zone d'Agroparc à Avignon, avant d'assister à l'AG du Medef 84 et l'élection de son nouveau président local.

> « Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse. »
>
> *Patrick Martin, président du Medef*

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse, se réjouit d'ailleurs Patrick Martin. Nous sommes convaincus que le Vaucluse et ses entreprises ont besoin d'un Medef départemental puissant et dynamique. Je suis absolument ravi que Roland Paul se soit présenté, qu'il ait été élu, parce qu'il fait partie des chefs d'entreprise les plus emblématiques de ce département, et également au niveau national. C'est de très bon augure pour l'avenir de ce Medef. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Avant de participer à l'AG du Medef Vaucluse, Roland Paul a fait découvrir le siège de la société GSE au président national ainsi qu'aux principaux acteurs économiques du territoire. ©LG/L'Echo duMardi

« Ce que l'on pouvait reprocher à l'ancienne structure, c'est qu'elle avait oublié ce qu'était le rôle du Medef, confie pour sa part Jean-Louis Maurizi. Elle gérait surtout les mandats, mais elle avait oublié que le principal rôle d'un Medef territorial, c'est d'être là pour les adhérents. C'est-à-dire d'aller d'abord à la rencontre des entreprises, leur dire pourquoi il était important qu'elles adhèrent afin de bénéficier des réseaux du Medef en matière de développement de la formation professionnelle ou de l'apprentissage par exemple. »
Et le président du Medef Sud d'insister : « il fallait reconstruire cette relation avec les adhérents. C'est pour cela que nous avons pris la décision de rebâtir à zéro ».

« Je n'étais pas dans ce monde, reconnaît en toute franchise Roland Paul, mais développer une entreprise, ça, je connais un petit peu. GSE a beaucoup été mis sous les projecteurs grâce au territoire, et que c'est aussi un principe de réciprocité que de venir donner de son temps pour aider à ce que le territoire se développe. »
Celui qui s'est toujours pleinement consacré à son entreprise et qui avoue avoir hésité à accepter cette présidence par crainte de ne pas avoir assez de temps pour s'occuper pleinement de ses nouvelles fonctions rappelle que nous vivons « une période qui n'est pas des plus simples actuellement. Où il est plus facile de promettre de la sueur et des larmes que du succès. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

« Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire. »

Pourtant, celui dont la devise pourrait être 'Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire' constate que pendant longtemps GSE a travaillé sur les territoires mais pas avec les territoires. « Aujourd'hui, plus ça va, plus on travaille avec les territoires. Et si on ne travaille pas avec les territoires, cela ne fonctionne pas. »
Ce fils d'un paysan du Ventoux a donc compris que quand on porte un projet, il faut que tous les acteurs de ce territoire soient alignés pour que ce projet se développe.



Roland Paul est élu pour un mandat de 3 ans à la présidence du Medef de Vaucluse. ©DP/L'Echo duMardi

« L'ambition que j'ai pour notre cher Vaucluse, c'est de faire en sorte que l'on se fédère tous autour du projet du territoire. Que l'on travaille tous ensemble, à la fois la Région, les chambres de commerce, le Medef bien sûr, mais aussi tous les acteurs économiques et les collectivités locales. »
Enfin évoquant les 'dissensions' qui peuvent survenir dans le monde patronal vauclusien, Roland Paul coupe court : « Ces petites guerres que je ne connais pas d'ailleurs, il ne faut plus qu'elles existent. Que l'on travaille ensemble pour développer, pour développer ensemble. Globalement, quand on travaille pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

créer de la valeur commune, tout le monde s'y met. Je n'ai aucun doute là-dessus. »

> « Pour construire, il faut une stabilité. »
>
> *Patrick Martin, président du Medef*

Lors de cette assemblée générale vauclusienne, Patrick Martin en a également profité pour évoquer la situation nationale des entreprises en France. « Nous constatons un panorama politique plutôt inquiétant parce qu'on ne voit pas une trajectoire très claire. Nous, entrepreneurs, ce qui nous importe, c'est de construire. Et pour construire, il faut avoir des perspectives, il faut avoir une stabilité. »
« En tant que partenaire social et premier mouvement représentatif des patrons, nous voulons contribuer à ce que le pays s'apaise d'abord », poursuit le président du Medef qui rappelle cependant que « c'est quand même bien nous qui créons la richesse. C'est nous qui créons l'emploi. C'est nous qui sommes à l'origine du pouvoir d'achat et que donc, il ne faut rien faire pour entraver la dynamique entrepreneuriale. »



Réunis à la Collection Lambert où ils ont été accueillis par son directeur, François Quintin, les adhérents du 'nouveau' Medef de Vaucluse ont élu leur nouveau président. ©LG/L'Echo duMardi

Pour Patrick Martin, qui représente 200 000 entreprises et 10 millions de salariés en France, l'élection

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

de Donald Trump aux Etats-Unis devrait engendrer un monde un peu plus compétitif chaque jour. Dans cette conjoncture, il déplore « un décrochage en termes de performances économiques, de performances sociales, de performances environnementales de l'Europe et de la France par rapport au reste du monde ».
« Nous appelons de nos vœux une prise de conscience collective pour éviter de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de la dynamique économique et qui pourraient se traduire par des destructions d'emplois. Il commence déjà à y avoir des destructions d'emplois dans le secteur privé. Nous, nous avons plein de projets, nous avons plein d'ambitions. Il faut faire confiance aux entreprises, il faut leur laisser les moyens de se développer. »

> « L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. »

Conscient de la dégradation des finances publiques, le patron des patrons français ne veut pas que cela se fasse au détriment des entreprises. « Les entreprises françaises, les grandes, les moyennes, les petites, sont déjà les plus taxées au monde, insiste-t-il. Mais si l'argent n'est plus dans les poches des entreprises, il ne sera pas consacré à l'investissement, l'emploi, les hausses de salaires… »
« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. Et quoiqu'en disent certains commentateurs, de bonne ou de mauvaise foi, l'entreprise est considérée par nos concitoyens comme étant la hauteur de ses responsabilités en matière économique, en matière sociale, en matière environnementale de plus en plus, en matière sociétale. Donc, il est important que la voix de l'entreprise, qui quand même est à l'origine de la création de richesses, de la création d'emplois, soit mieux entendue dans le débat public et la décision publique. Mais franchement, si les entrepreneurs, dont toute leur diversité, étaient mieux considérés dans ce pays, j'affirme que le pays marcherait mieux. »

A la découverte de Roland Paul et de GSE

Président de GSE depuis 2019, Roland Paul était auparavant directeur général de la société vauclusienne fondée en 1976 par Jean-Pierre et Michel Hugues, deux frères architectes. En 2019, c'est la société de construction allemande Goldbeck qui reprend GSE.

Aujourd'hui, l'entreprise avignonnaise spécialiste de l'immobilier d'entreprise vient de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 875,5M€, après avoir franchi le cap du milliard d'euros de CA l'année précédente. Elle emploie 619 collaborateurs, dont 387 ingénieurs. GSE dispose de 12 agences en France, dont son siège de la cité des papes regroupant près de 200 salariés. Elle est aussi implantée dans 5 pays d'Europe.

Société à mission depuis juillet 2023, classée parmi les entreprises les plus performantes en matière de RSE et développement durable, GSE est aussi particulièrement impliquée dans le bien-être de ses employés : 87% recommandent fortement leur entreprise. Depuis sa création, la société vauclusienne a construit 21 millions de m2 d'immobilier d'entreprise dont les usines Juste bio à Carpentras et Charles & Alice à Monteux ou bien encore le siège de Claranor à Avignon ou la mûrisserie de fruits exotiques de Westfalia à Graveson.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

« On construit des usines un peu partout en France actuellement et pas qu'à Paris », se félicite le nouveau président du Medef 84.

CPME : Alain Gargani affiche ses ambitions nationales



Alain Gargani, président de la CPME Sud, vient d'officialiser sa candidature à la présidence nationale de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).
Actuellement présidée depuis 10 ans par François Asselin, la Confédération représentant 239 000 entreprises adhérentes regroupées au sein de 122 fédérations ainsi que 112 unions territoriales, élira un nouveau président en janvier 2025. Outre Alain Gargani, et Amir Reza-Tofighi et Gaëtan de Sainte Marie sont aussi candidats à la présidence de l'organisation patronale.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

« Ma candidature repose sur la volonté de fédérer l'ensemble des forces vives de la CPME autour d'une vision partagée : une organisation capable de répondre aux enjeux de demain tout en restant profondément ancrée dans les réalités locales, explique Alain Gargani. Je souhaite porter la voix de toutes les petites et moyennes entreprises, qu'elles soient industrielles, artisanales, commerciales ou dans les services. »

> « Se renforcer pour défendre l'économie réelle. »
>
> *Alain Gargani, président de la CPME Sud*

« Dans un contexte politique incertain, poursuit-il, la CPME doit se renforcer pour défendre l'économie réelle et les PME. Mon action se concentrera sur trois priorités. Protéger la liberté d'entreprendre en allégeant les contraintes réglementaires. Accroître la notoriété et l'influence de la CPME, afin qu'elle devienne un acteur incontournable pour les entrepreneurs. Renforcer les ancrages territoriaux en soutenant les fédérations locales, véritables poumons de la CPME. »

Appelant à poursuivre le travail de François Asselin, Alain Gargani, fort notamment du succès de la première édition du salon régional 'Made in PME' entend insuffler « une dynamique d'ouverture, d'innovation et de défense acharnée des intérêts des entrepreneurs ».

> Le salon 'Made in PME' de la CPME fait carton plein auprès des entrepreneurs de la région Sud